

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 462^e
SÉANCE



Lundi 22 novembre 1965,
à 15 h 25

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 101 de l'ordre du jour:

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite):

- a) Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix;
- b) Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix. 1

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite) [A/SPC/L.117 et Add.1 et 2]:

- a) Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915 et Add.1, A/5916 et Add.1, A/5972, A/6026);
- b) Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix (A/5966/Rev.2)

1. M. GARCIA DEL SOLAR (Argentine) dit que sa délégation a toujours appuyé les opérations de maintien de la paix entreprises par l'Organisation des Nations Unies, mais qu'elle n'a jamais laissé d'être sérieusement préoccupée par leurs aspects constitutionnels et financiers. En 1956, l'Argentine, avec les autres pays de l'Amérique latine, a présenté à l'Assemblée les premières propositions prévoyant un type particulier de financement pour ces opérations. Par la suite, elle a pris part aux activités du Groupe de travail des Vingt et Un et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Au sein de ce dernier comité, elle a déclaré qu'il convenait de rechercher un dénominateur commun sur la base duquel on pourrait trouver une solution acceptable pour tous. A son avis, il s'agirait en fait de reconnaître la nécessité de respecter rigoureusement les critères juridiques sur lesquels se sont fondés les auteurs de la Charte. Le souci de faire appliquer strictement les dispositions de la Charte devrait l'emporter sur toute considération politique. Dans cet instrument, les pouvoirs respectifs du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sont étroitement liés entre eux et forment un équilibre judicieux qu'il n'est pas souhaitable de vouloir modifier. L'Argentine, qui a toujours défendu le principe de l'égalité juridique des Etats, se rend parfaitement compte que si l'on donnait à la Charte une interprétation plus souple qui permettrait de tourner le privilège dont jouissent les grandes puissances, l'égalité des petits et moyens Etats serait assurée de façon plus satisfaisante. Toutefois, s'ils veulent être réalistes, ceux-ci doivent

reconnaître que les grandes puissances assument une responsabilité particulièrement lourde dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ce ne sont pas les petits Etats mais les grandes puissances qui, pour sauvegarder la paix, ont pris des mesures où les considérations politiques l'emportèrent sur les considérations juridiques, si bien que la Charte a prêté à des interprétations juridiques trop extrêmes. La résolution intitulée "L'union pour le maintien de la paix" [377 (V)], à propos de laquelle la délégation argentine s'est abstenue, est l'exemple le plus extrême de cette interprétation souple. Comme l'Argentine l'a fait observer au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, les petits Etats avaient pensé qu'elle affirmait le principe de l'égalité juridique des Etats lorsqu'il s'agit de régler des problèmes qui constituent une menace à la paix, mais, en fait, elle s'écarterait considérablement de la stricte interprétation juridique des principes de la Charte, semant ainsi des germes de discorde. Le résultat en a été la paralysie de l'Assemblée à sa dix-neuvième session et le quasi-effondrement de l'Organisation des Nations Unies.

2. On notera que le Conseil de sécurité s'est montré pleinement capable d'assurer ses responsabilités en matière de maintien de la paix lors des récentes crises de Chypre et du Cachemire. Pourtant, l'Organisation doit rechercher d'autres moyens de faire face aux futures menaces à la paix internationale. Le représentant de l'Argentine rappelle à ce propos la proposition du Brésil faite à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale (1289^e séance plénière), tendant à reviser la Charte et à y ajouter entre les chapitres VI et VII un nouveau chapitre intitulé "Opérations de maintien de la paix". Pour constructive qu'elle soit, cette proposition n'offre pas de solution immédiate, étant donné que la procédure de révision de la Charte sur une question aussi importante demandera beaucoup de temps. C'est pourquoi, dans l'immédiat, l'Organisation des Nations Unies devra se résigner à trouver, chaque fois qu'elle sera en présence d'un problème de maintien de la paix, une solution particulière qui devra tenir compte des circonstances et des caractéristiques propres à ce problème.

3. La documentation qui figure dans le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915 et Add.1), notamment les comptes rendus des séances et le rapport du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale, sera d'une grande utilité pour l'étude de la question. Le représentant de l'Argentine tient à souligner en particulier l'importance des principes directeurs énoncés au paragraphe 52 du rapport du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale (*ibid.*, annexe II);

il estime, comme le représentant du Canada, qu'ils pourraient servir de base à la discussion des règles applicables à l'autorisation et au financement de futures opérations de maintien de la paix. Sa délégation pense qu'il ne faudrait pas interrompre l'étude de la question et que la Commission politique spéciale devrait prendre une décision en la matière et prévoir soit une prorogation du mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, soit la création d'un nouvel organe qui serait chargé des tâches confiées à ce Comité.

4. Enfin, la délégation argentine se félicite de l'initiative prise par l'Irlande, qui a présenté le projet de résolution (A/SPC/L.117 et Add.1 et 2). Les efforts déployés par la délégation irlandaise à propos du problème des opérations de maintien de la paix constitueront très certainement la base sur laquelle on se fondera pour trouver une solution, comme cela s'est produit dans le cas de l'étude des dangers inhérents à la prolifération des armes nucléaires, où l'Irlande a joué un rôle important. Le projet de résolution envisage la question du financement des opérations de maintien de la paix d'une façon très positive et conforme aux propositions des pays de l'Amérique latine. Toutefois, un aspect de la procédure proposée dans le projet de résolution soulève une question de principe qui paraît fort importante pour la délégation argentine, laquelle a particulièrement à cœur de maintenir l'équilibre entre les pouvoirs de l'Assemblée et les privilèges du Conseil de sécurité tels qu'ils sont énoncés dans la Charte. C'est une chose de reconnaître la responsabilité spéciale des grandes puissances en matière de maintien de la paix, mais c'en est une autre de modifier le règlement intérieur de l'Assemblée de façon à permettre des procédures qui ne sont pas entièrement conformes aux règles démocratiques propres à un organe fondé sur le principe de l'égalité juridique des Etats. Les modifications proposées aux procédures traditionnelles de vote permettraient à certaines puissances d'exprimer leur opinion en premier et d'influencer ainsi la position des autres Etats. En outre, le projet de résolution prévoit une exception au principe de la responsabilité collective. Une telle exception ne poserait pas de grandes difficultés pour la délégation argentine si elle résultait de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, étant donné qu'il a été décidé que cet organe n'obéit pas au principe de l'égalité juridique des Etats. Toutefois, à l'Assemblée générale, il ne devrait y avoir aucune dérogation à ce principe ni à celui de la responsabilité collective.

5. M. FARAH (Somalie) rappelle qu'à de précédentes occasions, tant à l'ONU que lors de conférences internationales, son gouvernement a estimé qu'il fallait renforcer la capacité de l'Organisation d'entreprendre des opérations de maintien de la paix. Il l'a fait parce qu'il est convaincu que la première tâche de l'Organisation est de préserver la paix et la sécurité internationales, et il est fermement opposé à tout mouvement qui pourrait inciter l'Organisation à renoncer à ce rôle. Il n'a pas agi par altruisme mais dans son intérêt bien compris, car il considère que plus l'ONU sera en mesure de maintenir la paix, plus la sécurité de la vaste majorité des Etats Membres, qui sont, comme la Somalie, de petites puissances, s'en trouvera accrue.

6. On ne peut pas dire que les activités de maintien de la paix de l'ONU, qui se traduisent par des opérations d'envergure relativement faible destinées à aider les Etats dans le besoin, constituent une menace pour les grandes puissances. Si ces dernières devaient s'opposer à de telles opérations, elles n'en tireraient aucun avantage et refuseraient aux petits pays la protection minimum que l'Organisation des Nations Unies peut leur assurer. En outre, le monde sera probablement le théâtre d'une série de conflits mineurs auxquels il pourra être mis un terme grâce à des opérations de maintien de la paix relativement peu importantes, mais qui, si l'on n'y met pas fin, risqueront à tout moment d'amener l'intervention des grandes puissances et de dégénérer en un conflit mondial.

7. Telles sont les raisons essentielles qui ont incité la délégation de la Somalie à appuyer le projet de résolution de la délégation irlandaise. L'objectif et les effets de ce projet de résolution ont déjà été pleinement expliqués, et le représentant de la Somalie se bornera donc à en souligner certains traits marquants.

8. Premièrement, le système envisagé dans le projet de résolution est provisoire, bien qu'il vise à enrayer ce que l'on considère à juste titre comme une tendance rétrograde à l'égard des pouvoirs que détient l'Assemblée générale en matière budgétaire, et à prévoir une base temporaire pour des opérations limitées de maintien de la paix, en attendant une solution d'ensemble. L'adoption du projet de résolution ne préjugerait pas les positions juridiques ou politiques que les Etats pourraient prendre au sujet de toute solution finale. Du fait que le projet de résolution envisage une solution temporaire, il laisse de côté beaucoup de problèmes: par exemple, il ne traite pas d'un point très délicat, à savoir le contrôle politique permanent d'une opération de maintien de la paix, une fois que celle-ci a été autorisée. La délégation somalienne n'est pas satisfaite par la disposition qui accorde aux membres permanents du Conseil de sécurité le droit d'échapper aux responsabilités financières en votant contre une opération ou en s'abstenant à ce sujet. Elle préférerait voir créer un fonds de maintien de la paix qui serait automatiquement alimenté par un certain pourcentage prélevé sur la contribution annuelle de chaque Etat Membre. Etant donné l'impasse politique dans laquelle on se trouve actuellement, elle serait prête cependant à accepter la solution temporaire proposée dans le projet de résolution.

9. Deuxièmement, le projet de résolution reconnaît la responsabilité principale du Conseil de sécurité et n'envisage l'intervention de l'Assemblée que comme un dernier recours. L'affirmation de la responsabilité résiduaire de l'Assemblée correspond à la pratique actuelle de l'Assemblée, qui est approuvée par la vaste majorité des Etats Membres et dont la validité a été reconnue par la Cour internationale de Justice dans l'affaire des dépenses^{1/}. Les Etats qui nient la responsabilité résiduaire de l'Assemblée doivent se rappeler que les opérations de maintien de la paix de l'ONU protègent les petits Etats et ne menacent pas les grandes puissances. En outre, si l'Organisation

^{1/} Certaines dépenses des Nations Unies (Article 17, paragraphe 2, de la Charte), Avis consultatif du 20 juillet 1962; C.I.J., Recueil 1962, p. 151.

des Nations Unies n'entreprenait pas de telles opérations, d'autres organisations le feraient très certainement: le Royaume-Uni a cherché à organiser une force de maintien de la paix du Commonwealth ou de l'OTAN à Chypre; l'Organisation des Etats américains a envoyé une force en République Dominicaine, et il est fort possible que l'Organisation de l'unité africaine organise une force pour intervenir en Rhodésie du Sud.

10. Passant au dispositif du projet de résolution, le représentant de la Somalie fait observer que les dispositions du paragraphe premier sont extrêmement raisonnables; en effet, elles prévoient que l'Assemblée ne pourra entreprendre d'opérations de maintien de la paix que lorsque la majorité de ses Membres seront en faveur d'une telle action. Il convient de noter que la méthode provisoire de répartition du coût net des futures opérations de maintien de la paix, telle qu'elle est proposée au paragraphe 2 du dispositif, ne serait appliquée que dans la mesure où il n'en serait pas

autrement convenu. Quant aux pourcentages proposés, on ne peut guère demander aux Etats Membres économiquement peu développés de verser plus de 5 p. 100; sinon, cela reviendrait à annuler l'aide fournie à ces pays par l'ONU sous forme d'assistance technique. Il est juste de fixer à 25 p. 100 la contribution des moyennes puissances au coût net des opérations, étant donné que ce seront elles qui fourniront probablement les contingents de maintien de la paix, ce qui augmentera sensiblement l'importance de leur contribution au coût total. De même, le pourcentage de 70 p. 100 prévu pour le groupe des membres permanents du Conseil de sécurité est justifié, car il est peu probable qu'ils soient appelés à fournir des contingents.

11. Le projet de résolution ne représente qu'un commencement, et, si l'Assemblée ne l'adopte pas, elle portera une très lourde responsabilité à l'égard des générations futures.

La séance est levée à 16 h 5.

